Burundi : le bras de fer entre l’Etat et Rainbow Rare Earths se poursuit

Agence Ecofin,Â 13 octobre 2021 Le Burundi est le seul producteur africain de terres rares grÃ¢ce Ã la mine Gakara exploitÃ©e par Rainbow Rare Earths. Depuis avril cependant, le pays nâ€™exporte plus aucune tonne du minerai en raison dâ€™une suspension dÃ©cidÃ©e par les autoritÃ©s pour entre autres une meilleure rÃ©partition des revenus.
Rainbow Rare Earths lÃ¨ve 6,43 millions de livres sterling (8,77 millionsÂ $) grÃ¢ce Ã lâ€™Ã©mission de 42,9 millions de nouvelles actions ordinaires sur la bourse de Londres. Câ€™est lâ€™annonce faite le 13 octobre par la compagnie miniÃ¨re basÃ©e sur lâ€™Ã®le de Guernesey qui prÃ©cise que les fonds serviront entre autres Ã financer la prolongation jusquâ€™Ã d 2022, du rÃ©gime de maintenance et dâ€™entretien Ã la mine de terres rares Gakara au Burundi. Un bras de fer qui dure depuis avril Mise en place il y a quelques mois, cette mesure sâ€™explique par lâ€™interdiction faite Ã Rainbow dâ€™exporte production dÃ¨s avril, suivi de laÂ suspension des activitÃ©s miniÃ¨resÂ imposÃ©e Ã toutes les compagnies miniÃ¨res actives au Burundi, en juillet. Le gouvernement accuse Rainbow de faire des dÃ©clarations erronÃ©es aux autoritÃ©s, aussi bien sur les teneurs en terres rares du minerai extrait Ã Gakara que sur les prix de vente rÃ©els des produits exportÃ©s. Dans une mise Ã jour datant du 5 aoÃ»t, la compagnie rejette ces allÃ©gations, notant Â«â€‰que cette question a Ã©tÃ© traitÃ©e de ma exhaustive dans un rapport indÃ©pendant, datÃ© du 26 juillet 2019 qui a Ã©tÃ© commandÃ© par la Banque mondiale Ã la demande du gouvernement et compilÃ© par SRK Consultingâ€‰Â». Le document indique que le prix payÃ© par ThyssenKrupp principal acheteur de Rainbow, est basÃ© sur une tarification internationalement reconnue, alors que les teneurs dâ€™exportation sont vÃ©rifiÃ©es par deux laboratoires indÃ©pendants basÃ©s au Canada (ALS Laboratories) et en Chine (Ba Research Institute of Rare Earths). Les autoritÃ©s nâ€™ont en outre pas fourni de chiffres contradictoires pour soutenir leurs accusations, souligne aussi Rainbow. Il faut souligner que ces diverses suspensions sont un moyen de pression utilisÃ© par le prÃ©sident Evariste Ndayishimiye arrivÃ© au pouvoir en juin 2020, pour obtenir la renÃ©gociation des contrats miniers, une tendance par ailleurs en vogue sur le continent. Â«â€‰Les conventions actuelles sont trop en dÃ©faveur du pays. Notre devoir aujourdâ€™hui est de suspendre lâ€™exploitation des mines pour quâ€™on renÃ©gocie les contrats, car nous sommes propriÃ©taires du sous-sol et Ã ce titre, on ne peut pas se contenter de seulement 10Â %â€‰Â», explique surÂ RFI, Ibrahim Uwizeye, ministre burundais de lâ€™Eau, de lâ€™Energie et des MinÃ©raux. Â«â€‰La menace de rupture unilatÃ©rale des a miniers pourrait effectivement aboutir Ã des accords plus avantageux pour le pays. Cependant, les nÃ©gociations doivent se faire dans une totale transparence pour pouvoir rÃ©duire le risque de pratiques de corruptionâ€‰Â», prÃ©vient nÃ©anmoins Conseil des droits de lâ€™homme de lâ€™ONU dans un rapport de sa Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi publiÃ© en septembre. Des avancÃ©es Ã Phalaborwa en Afrique du Sud En attendant lâ€™accord des autoritÃ©s burundaises pour la reprise des exportations Ã Gakara, Rainbow prend de lâ€™avance sur son autre projet de terres rares, celui de Phalaborwa en Afrique du Sud. Elle va ainsi consacrer un demi-million de dollars Ã lâ€™Ã©valuation Ã©conomique prÃ©liminaireÂ lancÃ©e juilletÂ et dont les rÃ©sultats sont attendus dâ€™ici le deuxiÃ¨me semestreÂ 2022. Trois millionsÂ $ serviront en outre Ã des travaux techniques supplÃ©mentaires en prÃ©lude Ã une future Ã©tude de faisabilitÃ© bancable. Emiliano Tossou

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});